



PORTER A CONNAISSANCE
SCHEMA DE COHERENCE
TERRITORIALE
DE L'AIRE TOULONNAISE

(JUILLET 2003)

Note de synthèse

Document de présentation du premier volet du porter à connaissance par les services de l'État au titre du SCOT de l'aire toulonnaise

Par délibération du 21 février 2003, le syndicat mixte « Toulon Provence Méditerranée » a décidé d'engager la procédure d'élaboration de son schéma de cohérence territoriale.

Le territoire concerné, conformément à l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2002, recouvre l'essentiel de l'aire urbaine toulonnaise, soit quelques 500 000 habitants permanents, 170 000 emplois, 45% de la fréquentation touristique départementale.

Ce syndicat mixte créé, par arrêté préfectoral du 12 décembre 2002, regroupe 30 communes :

- la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée,
- la communauté de communes Sud Sainte Baume,
- la communauté de communes de la Vallée du Gapeau,
- les communes de Bandol, Bormes les Mimosas, Collobrières, la Londe les Maures, Pierrefeu du Var, Sanary sur mer.

Ainsi, conformément aux dispositions des articles L121-2, R121-1 et R121-2 du code de l'urbanisme, l'État doit porter à connaissance des collectivités locales les informations nécessaires à l'élaboration du SCOT, à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme, et ce au fur et à mesure de leur élaboration ou de leur disponibilité pendant toute la durée de la procédure.

Ce « porter à connaissance » s'effectue de façon continue tout au long de l'élaboration du SCOT.

Dés ce stade, il se matérialise dans un premier document destiné à vous permettre d'engager l'élaboration de votre schéma de cohérence territoriale.

Il constitue la première communication des services de l'État au titre du porter à connaissance en « continu » du SCOT de l'aire toulonnaise.

La présente note s'attache à en présenter les attendus, caractéristiques et principaux éléments.

Quelques principes ont guidé l'élaboration de ce premier document :

- la recherche de lisibilité, tant en direction des élus que du public (dans la perspective de la consultation par ce dernier des éléments du porter à connaissance, rendue possible tout au long de la phase d'élaboration, voire de leur mise pour tout ou partie à l'enquête publique au terme de l'élaboration du schéma);
- la volonté d'une communication rapide aux collectivités des premiers éléments essentiels à l'engagement de la démarche, l'absence de recherche d'exhaustivité, au titre d'un porter à connaissance qui dorénavant s'étagera tout au long de la procédure d'élaboration.

La structure et le contenu

Le document s'organise autour de quatre grandes parties :

- une consacrée à la genèse du schéma de cohérence territorial ;
- une vouée aux finalités, contenu et procédure d'élaboration du SCOT de l'aire toulonnaise ;
- une troisième énonçant les éléments de portée juridique certaine ;
- une quatrième déclinant les informations utiles.

La première partie rappelle le contexte et la genèse de ce SCOT.

Dans le cas de l'aire toulonnaise ce chapitre :

- souligne l'existence d'une initiative de schéma directeur, développée dans les années 1970 qui, bien que non aboutie, s'est matérialisée dans un projet de schéma, de livre blanc, sur un territoire très proche de celui retenu aujourd'hui pour le SCOT;
- précise le contexte, la situation du territoire et de son environnement.

Ce rappel s'exprime dans une synthèse rapide indicative des orientations du projet de SDAU (spécialisation, desserrement urbain, conquête des espaces sous une forme d'urbanisation extensive,...) et une mise en perspective avec le contexte des années 1970 (croissance, développement de la fonction touristique, des grands équipements, ...).

Il se prolonge par une présentation sommaire des principales évolutions intervenues depuis lors sur l'aire toulonnaise et son environnement (économique, social, institutionnel,...).

La seconde partie est consacrée à la présentation des finalités, architecture, contenu et procédure du SCOT.

Il permet de :

- revenir sur certains attendus essentiels (démarche de projet, dimension prospective, projet partagé –association, consultation, concertation-, échelles de travail...);
- décliner localement la place du SCOT dans la chaîne des dispositions et documents d'urbanisme intéressant le territoire. Ce qui est l'occasion de rappeler l'état d'avancement des nouveaux PLH intercommunaux sur le secteur, la révision et le changement d'échelle en cours du plan de déplacements urbains, la relation aux PLU qui là comme ailleurs connaissent un développement beaucoup plus rapide que les SCOT, les différences entre les relations de compatibilité et celles renvoyant à la nécessaire prise en compte de termes et orientations de programmes à l'enseigne des schémas de services collectifs..., ou celles ne pouvant être ignorées (schémas, programmes régionaux, départementaux,...);
- préciser les termes de cohérence interne par une explicitation de la vocation des schémas de secteur (il n'existe qu'une cohérence d'ensemble), schémas qui se profilent dans le cas du SCOT de l'aire toulonnaise, mais aussi par un retour sur la nécessaire articulation avec les démarches de projets, contrats d'agglomérations (LOADDT), autres dispositions contractuelles (GPV, contrat de ville, ...) ou dossier d'études préliminaires intéressant des équipements structurants de l'agglomération (dossier de voirie d'agglomération – DVA- initié en juin 2002,...) ;
- insister sur les termes de cohérence externe au travers du contenu des dispositions sur l'urbanisation limitée, les enjeux d'une cohérence inter-SCOT pour un territoire bordé sur ces quatre points cardinaux d'initiatives du même type ;

- rappeler les composantes du SCOT, leur contenu, (le rapport de présentation – diagnostic, PADD, état initial de l'environnement, incidences du PADD sur l'environnement – , le document d'orientation, les documents graphiques,...), les grandes étapes d'élaboration, la place de la concertation.
- informer et souligner la pertinence de certaines postures possibles (intérêt pour le rapport de présentation d'intégrer dès l'amont les bases du dispositif d'évaluation et de suivi du SCOT, signification d'un questionnaire sur l'opérationnalité des dispositions d'un document d'orientation générale comme le SCOT,..., intérêt de conjuguer diagnostics thématiques et transversaux, intérêt de consolider les enjeux au vu de scénarios prospectifs,...).

La troisième partie est consacrée aux éléments de portée juridique certaine qui s'imposent au SCOT.

On y retrouve les prescriptions nationales de nature législative et réglementaire¹, les projets d'intérêt général et les servitudes.

L'architecture est ici classique, les dispositions juridiques se déclinent successivement sur un mode harmonisé avec celui retenu par ailleurs par les services de la DDE du Var pour les porter à connaissance réalisés dans le cadre des PLU.

En revanche chaque partie juridique est systématiquement précédée d'une présentation rapide de contexte qui motive sa mention au titre du SCOT de l'aire toulonnaise et accompagnée d'une traduction cartographique de l'état des lieux (indicative et à grande échelle) avec une seule vocation d'illustration.

Enfin la dernière partie est consacrée aux informations utiles aux collectivités pour l'exercice de leurs compétences (L 121.2 et R121-1 du code de l'urbanisme)

Conformément aux termes de la circulaire du 6 septembre 2001 relative au rôle de l'État dans la planification, figurent à ce titre :

- -les études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques (qualité des eaux, nuisances sonores, gestion des déchets) ;
- -les études techniques dont dispose l'État en matière de protection de l'environnement et du patrimoine (lecture cartographique de la loi littoral, ZICO, ZNIEFF, spécificités paysagères locales,...) ;
- -les autres études et documents disponibles produits à l'initiative de l'État (PTE, prospective territoriale, dossier d'initiation du DVA,...).

Le document est enfin accompagné d'un ensemble d'annexes

¹ Lois de protection des sites et monuments, lois de protection de la nature, loi sur les paysages, loi d'orientation agricole, loi d'orientation sur la forêt, loi littoral, loi sur l'eau, loi sur l'air, prescriptions en matière d'habitat et de politique de la ville, loi sur les risques naturels et technologiques,...